



**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) /
Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds)**

Intitulé du projet : Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou	Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU : PNUD - ONUDI
Personnes à contacter concernant le projet : Abdoul Wahab Ba Adresse : Badalabougou BP 120 Bamako Téléphone : +223 75 99 78 58 / +223 44 98 03 49 E-mail : abdoul.wahab.ba@undp.org Bashir Condé Adresse: Vienna International Centre Wagramerstr. 5 P.O. Box 300 A-1400 Vienne (Autriche) Téléphone: +43 126 026 3338 E-mail: b.conde@unido.org	Partenaire(s) d'exécution : Gouvernement : Ministère de la Jeunesse; Ministère de la Réconciliation Nationale; Centre National de Promotion du Volontariat, Ministère de la Solidarité, de l'action humanitaire et de la reconstruction du Nord, Ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Ministère de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Ministère de la Décentralisation et de la Ville Organisation Non Gouvernementale : Conseil National de la Jeunesse, Association des Professionnels de de la Microfinance du Mali (APIM)
Site du projet : Régions de Tombouctou et de Gao	
Descriptif du projet : *Consolider le processus de réconciliation nationale et de promotion de la paix, par le développement de l'éducation à la paix et la promotion du dialogue et par le développement d'opportunités économiques en faveur des femmes et des jeunes des régions de Gao et Tombouctou.	Fonds pour la consolidation de la paix : 2, 111,110 \$ US Apport gouvernemental : Autre : Coût total du projet : 2, 111,110 \$ US Date de démarrage du projet proposée : Janvier 2015 Date d'achèvement du projet proposée : Juin 2016 Durée totale (en mois) : 18 mois

« Score » sur l'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») : ¹ 2

Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.

Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.

Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.

Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.

Résultats du projet :

Domaine de résultat du Fonds² résumant au mieux l'objectif du projet (choisir un seul) : 2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale

DESCRIPTIF DE PROJET IRF

¹ PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1612, 1888, 1889.

² Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration;

(1.4) Dialogue politique;

2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion/ résolution des conflits;

3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :

(3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.

4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).

(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance de ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat PBF).

(Pour les projets financés par l'IRF)

<p>Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU</p> <p>Nom du Représentant : David GRESSLY Signature Nom de l'Agence : PNUD Date et cachet (En général Représentant Spécial du Secrétaire-Général dans le cas des missions et Coordonnateur Résident dans les autres cas. S'il s'agit d'un projet en collaboration, tous les responsables des entités et agences de l'ONU bénéficiaires de tous doivent signer.)</p> <p>Nom du Représentant : Taizo Washikawa Signature Nom de l'Agence : ONUDI Date et cachet : 15 décembre 2014</p>	<p>Nom du Représentant du Gouvernement partenaire Gouvernement de la République du Mali Ministre de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne</p> <p>Mamadou Gaoussou DIARRA Signature Date et cachet</p> <p>Ministre de l'Industrie et de la Promotion des Investissements</p> <p>Moustapha BEN BARKA Signature Date et cachet</p>
<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) Oscar Fernandez-Taranco Sous-Secrétaire général à l'appui à la consolidation de la paix</p> <p>Signature Date et cachet</p>	<p>Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) David Gressly Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies par intérim</p> <p>Signature Date et cachet 17/12/2014</p>

Table des matières :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

- a) Contexte relatif à la consolidation de la paix
- b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler
- c) Justification du financement par le mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)

II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre

- a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement
- b) Budget
- c) Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et des partenaires d'exécution

III. Gestion et coordination

- a) Gestion du projet
- b) Gestion des risques
- c) Suivi et évaluation
- d) Dispositions administratives (langage normalisé)

Annexe A : Résumé du projet (à fournir sous format Word au Bureau du MPTF)

Annexe B : Cadre de résultats du projet PRF

COMPOSANTES DU PROJET :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds.

La crise politique et sécuritaire qui a secoué la Mali avec le coup d'État militaire du 22 mars et l'occupation des deux-tiers du pays par des groupes armés séparatistes et narcoterroristes ont fragilisé le tissu social et les relations intercommunautaires, et exacerbé les tensions.

Le dialogue politique avec les groupes armés et la réconciliation ont été déclarés priorités nationales par le Président de la République, Ibrahim Boubacar KEITA et son Gouvernement. A cet effet, le Ministère de la Réconciliation Nationale a été créé, avec pour mission de conduire la politique nationale concourant au retour de la paix et de la cohésion entre la mosaïque de peuples et de cultures qui composent le Mali.

Les États généraux de la Décentralisation tenus, du 21 au 23 octobre 2013, ont permis de faire le bilan des politiques de gouvernance locale mises en œuvre depuis 1999. L'organisation des Assises Nationales sur le Nord, en novembre 2013, a permis de recueillir les recommandations des populations dans le processus de paix et de réconciliation. Ces recommandations s'articulent autour de six thématiques clés et le présent projet s'inscrit plus précisément dans la thématique 1 à savoir « Le renforcement de la démocratie, de la bonne gouvernance, la prévention et la gestion des conflits » ainsi que la thématique 3 « La promotion du développement économique local et régional ».

Le présent projet vise à apporter des réponses concrètes aux besoins des populations en termes de dialogue social, inclusif et transparent et en termes d'accès à de nouvelles opportunités économiques afin d'en faire des acteurs effectifs du processus de réconciliation nationale. De plus, les activités du projet s'inscrivent dans de la mise en œuvre d'une solution de paix « globale et définitive » telle que stipulée dans la Feuille de route des Négociations d'Alger, adoptée le 24 juillet 2014 en Algérie.

a) Contexte relatif à la consolidation de la paix :

Le conflit malien est un conflit complexe résultant à la fois de facteurs de longue durée et de développements récents survenus dans la région. La crise actuelle traversée par le pays procède de manquements aux principes de bonne gouvernance qui ont eu des conséquences néfastes sur le développement du pays exacerbant par la même occasion les conflits ouverts ou latents aux niveaux local et communautaire. Les antagonismes ont été exacerbés par les événements de 2012 à savoir la résurgence d'une rébellion dans le nord, le coup d'état de Mars 2012 et l'occupation d'une partie du territoire par des groupes armés. A ces facteurs, s'ajoutent deux autres causes profondes du conflit à savoir la marginalisation économique, le manque d'emploi et de perspectives économiques qui ont largement contribué à l'enrôlement des jeunes et d'autres franges de la population dans les mouvements rebelles qui ont émergé dans le nord³.

³ Security and humanitarian crisis in Mali: The role of regional organisations, Simone Haysom, March 2014 Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute (ODI) London

Lors du conflit armé, les relations sociales entre individus et communautés du Nord du Mali ont été considérablement affectées. Confrontées à une violence généralisée, étant victimes directes ou indirectes de graves violations des droits humains et d'un exode massif, de nombreuses populations ont vécu des situations traumatisantes, perdant par la même occasion certains de leurs repères familiaux et de leurs valeurs traditionnelles. Cet état de fait a fragilisé les relations sociales, restreint les interactions et engendré des sentiments de peur et de méfiance.⁴

Depuis l'Accord d'Alger de 2006 et la démilitarisation progressive des régions du Nord, de groupes armés se sont installés dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal. Ces combattants – simples trafiquants ou djihadistes – largement impliqués dans les trafics qui pullulent dans le Sahel (drogue, armes, tabac, immigration clandestines, etc), ont noué de solides relations avec les communautés, contractant des mariages, assurant la « sécurisation » des populations vivant dans les campagnes et fournissant du travail aux jeunes désœuvrés. En effet, sans perspectives d'avenir et ne bénéficiant pas d'opportunités économiques claires, les jeunes des régions du nord du Mali sont parfois tentés par des activités illicites, allant de l'enlèvement d'otages pour le compte de groupes terroristes⁵ à l'intégration de bandes armées, ce qui représente un risque majeur pour la stabilité des relations communautaires. Les candidats à l'immigration clandestine sont aussi des populations à risque, abandonnées à la lisière du Sahel par les passeurs et contraints de collaborer avec les bandes armées pour survivre. Pour les femmes sans emplois, le mariage avec des trafiquants reste parfois la seule perspective de revenus, avec le risque de se rendre complices d'actes de banditismes.⁶

D'autre part, il est important de souligner que la question du chômage des jeunes au Nord du Mali reste cruciale tout comme dans le reste du pays. Selon les chiffres officiels, le chômage ne toucherait que 30 % de la population totale malienne⁷, mais ces estimations masquent d'importantes disparités en termes d'âge et de genre.

Déterminant du ciblage du projet :

Au-delà de ces impacts politiques et sécuritaires, la crise malienne de 2012 a eu des conséquences économiques et sociales négatives, avec une contraction de l'activité économique ayant conduit le pays à la récession, avec un taux de croissance révisé de -1,2% selon le Fonds monétaire international (contre 4,3% en 2011)⁸.

La vulnérabilité des populations du fait de la pauvreté est aussi un autre facteur important dans la détermination des zones cibles. L'étude de référence des 166 villes les plus pauvres du Mali⁹ indique que les villes des régions du Nord étaient déjà les plus fragiles : 56,5% dans la région de Mopti, 70 à 80% dans celles de Tombouctou et Gao et jusqu'à 100% dans la région de Kidal, contre des communes pauvres de l'ordre de 10 et 15% dans les régions de Kayes et Koulikoro.

⁴ Rapport de recherche OXFAM, Reconstruire la mosaïque : Perspectives pour de meilleures relations sociales après le conflit armé au Nord du Mali octobre 2013

⁵ Etude Les conflits communautaires et le Dialogue Social au Mali, Ousmane KORNIO, 2013

⁶ Etude Les conflits communautaires et le Dialogue Social au Mali, Ousmane KORNIO, 2013

⁷ CIA World Factbook 2014

⁸ Cadre de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (FM1) le Plan pour la Relance Durable du Mali 2013-2014, avril 2013

⁹ Situation de référence des communes de l'Initiative 166. 2013

- Impact de la crise et vulnérabilité des régions de Gao et Tombouctou:

L'impact de la crise dans les principales villes du Nord est un des principaux facteurs du ciblage. La prise des villes du nord par les mouvements indépendantistes puis djihadistes a eu pour conséquence la destruction du tissu économique et social déjà fragile des régions de Kidal, Tombouctou, Gao. En effet, les activités agricoles et les circuits de commercialisation ont été perturbés (bouliques et marchés pillés), des bureaux de l'administration publique et des agences bancaires saccagés, des infrastructures de base détruites, les activités touristique, hôtelière, commerciale et industrielle (Gao et Tombouctou) ont été interrompues. Les activités de projets d'investissement et d'infrastructure financés par les bailleurs de fonds ont été suspendues, les organisations non gouvernementales ont été dans l'impossibilité de poursuivre leurs activités de proximité et de porter une assistance humanitaire aux populations.

Les événements ayant entraîné d'important déplacements de personnes, les retours progressifs des déplacés et réfugiés dans les régions du Nord, peuvent être source de graves tensions. Selon les estimations de l'OIM,¹⁰ en juin 2014, le Mali comptait 128,866 personnes déplacées et 353,695 personnes retournées dans leur région d'origine. Leur possible relocalisation et l'accès très limité aux services sociaux de base et aux ressources naturelles, pourraient engendrer une grave déstabilisation. La rareté des opportunités économiques et l'état de certaines infrastructures de base suite aux dégâts entraînés par le conflit armé - comme en témoignent les populations interrogées - pourraient représenter également des sources de tensions entre les communautés, les populations hôtes et les personnes retournées¹¹.

Le présent projet a identifié dans les régions de Gao et de Tombouctou les villes et communes devant faire l'objet d'une attention particulière. Les situations de crise ont fragilisé les dispositifs de soutien efficaces en temps normal, ont augmenté les risques d'apparition de troubles et ont accentué les problèmes préexistants d'injustice et d'inégalités sociales¹². De plus une assistance marquée et l'implication des autorités nationales dans ces villes symboles de la crise malienne constitueront un signal fort aux populations quant aux efforts de réconciliation nationale et de cohésion sociale.

Dans la région de Tombouctou, les activités seront étendues aux localités de Goundam et Doulouria dans le cercle de Goundam ce qui permettra de développer des synergies non seulement avec le projet PNUD du FAGUIBINE mais aussi avec les projets développés dans le cadre du PBF par l'UNICEF et l'UNHCR/OIM. En effet, les activités du mapping des chaînes de valeurs/ et des opportunités économiques seront étendues aux zones d'intervention de l'UNHCR/OIM ainsi qu'aux localités de la région nord Mali proposées par les autorités maliennes (dans les possibilités du budget alloué à cet effet) en vue de combler le déficit d'information au niveau des structures étatiques concernées. A l'issue de cette cartographie et d'une analyse poussée, les résultats du mapping des opportunités économiques et des chaînes de valeurs à fort potentiel d'emploi seront communiqués à UNHCR/OIM ainsi qu'aux autorités gouvernementales et ministères concernés en vue de

¹⁰ Matrice de suivi des déplacements (OIM) juin 2014

¹¹ Rapport de recherche OXFAM, Reconstruire la mosaïque : Perspectives pour de meilleures relations sociales après le conflit armé au Nord du Mali octobre 2013

¹² Rapport d'évaluation : Les impacts psychosociaux de la crise du Nord Mali sur la population de la région de Tombouctou, UNICEF et Handicap International, Janvier 2013

renforcer les capacités de ces derniers mais aussi de capitaliser sur les résultats du présent projet et assurer la cohérence des activités génératrices de revenu (AGR) soutenues par les différents acteurs .

Dans la région de Gao, les perspectives d'extension des activités restent ouvertes en fonction des conditions de sécurité à N'tillit (cercle Gao) Anderamboukane (cercle Menaka) Alata (cercle Menaka) Tilemsi (Gao) Tessit (Ansongo). Les interventions dans ces localités permettront une collaboration avec le projet de l'UNICEF.

Dans l'optique d'une extension des activités, le Projet travaillera en étroite collaboration avec la MINUSMA et les forces de maintien de la paix des Nations Unies pour assurer son accès dans les zones rurales en dehors des villes de Gao et Tombouctou.

- Vulnérabilité des jeunes et des femmes

La population juvénile est très importante au Mali; elle représente 60 % de la population¹³. Les femmes représentent 51 % de la population selon le dernier recensement général de la Population. Le taux de chômage parmi les 15-39 ans est deux fois plus élevé que celui des 40-60 ans¹⁴, avec d'importantes disparités en terme de genre et ne tenant pas compte de la précarité des emplois occupés. Le chômage des jeunes résultent de plusieurs facteurs notamment du fait de l'inadéquation entre les formations professionnelles dispensées, les besoins réels du marché du travail, la disponibilité des emplois, et l'étroitesse du marché national, la faiblesse ou le manque d'information sur l'emploi.

En matière d'autonomisation des femmes, seules 3,5 des localités de Tombouctou et 3,6 des localités de Gao ont des centres d'apprentissages féminins, contre 8,1 des localités de Kayes. S'agissant de l'accès au crédit solidaire (micro crédit) féminin ou mixte seules 9,5 des localités de Tombouctou et 4,2 des localités de Gao ont accès comparé à 26, 4 % à Kayes, 16,5 % à Koulikoro, 33 % à Mopti et 57,4 % à Ségou.

D'autre part, la situation des femmes dans les régions du nord Mali s'est particulièrement détériorée sous l'occupation des djihadistes. Elles ont été illégalement confinées, victimes de viol, contraintes à des mariages forcés ou se sont vues déniées le droit d'exercer des activités génératrices de revenus. Du fait du conflit armé, et de la perte de leur conjoint, les femmes se sont souvent retrouvées chef de foyers, contraintes d'assurer seules la responsabilité de la subsistance et de l'éducation de leur famille.

Ainsi, une stratégie de réconciliation nationale et de cohésion sociale qui ignore leurs besoins et ne contribue pas à réparer les déséquilibres occasionnés par le conflit seraient caduques. De plus, du fait de leur responsabilité à contribuer aux besoins immédiats de leurs familles et de leurs communautés, leur position traditionnelle de gardiennes de valeurs de leur société, les femmes peuvent jouer un rôle capital dans la reconstruction post-conflit comme vecteur agent de changement et médiatrices en faveur de la paix, pourvu qu'elles soient autonomisées et que leurs capacités soient renforcées.

Le projet cible également les jeunes vulnérables âgés de 18 à 35 ans, sans emploi, marginaux, ou en situation de rupture familiale. Ces derniers s'ils sont désœuvrés et livrés à eux-mêmes constituent une proie idéale pour l'enrôlement dans les groupes rebelles et

¹³ Modular Continuous Household Survey, 2013

¹⁴ African Economic Outlook 2012 : Mali (AfDB, OECD, UNDP, UNICEF)

les réseaux de narcotrafiquants ce qui compromettrait sérieusement les efforts de stabilisation et de consolidation de paix. Ce risque est d'autant plus avéré que lors de l'occupation beaucoup de jeunes par désœuvrement et opportunisme économique ont rejoint les rangs rebelles. Il est donc crucial que les besoins de ces jeunes à risque soient pris en compte afin de prévenir tout risque de déstabilisation de la cohésion sociale. Cependant il est important de souligner que ces mêmes jeunes - s'ils sont encadrés et accompagnés - disposent d'un potentiel non négligeable en tant qu'agents du changement. En effet s'ils sont sensibilisés à la culture de la paix, formés dans la prévention et la gestion des conflits, s'ils bénéficient d et de perspectives d'avenir (formation qualifiante, appui à l'auto-emploi, entrepreneuriat) ils contribueront au développement socioéconomique de leur communauté et auront un intérêt plus grand pour la consolidation de la paix. Le projet identifiera les jeunes et femmes vulnérables de ces communautés, qui en bénéficiant d'un appui marqué pourront contribuer à la consolidation de la paix. Cette identification s'appuiera également sur les initiatives en cours, associations locales mais aussi en étroite collaboration avec les autorités locales, chefs des différentes communautés (nomades et sédentarisés), structures d'accompagnement et ONG.

L'identification des jeunes et des femmes vulnérables s'appuiera sur une méthodologie mixte (processus communautaire et administratif) et aura comme objectif principal d'identifier les bénéficiaires affectés par le conflit et dont l'implication aura un effet positif pour la paix et la cohésion sociale dans le Nord du Mali. Ainsi pour assurer de la pertinence de l'appui, le ciblage des bénéficiaires se fera en trois étapes :

-Au niveau communautaire : les critères de sélection sont déterminés en consultant des membres représentatifs et reconnus des communautés locales : autorités religieuses et locales, comités de communes ou de village, informateurs-clés des associations communautaires existantes (qui auront été préalablement identifiées et sélectionnés sur la base de leur pertinence quant au projet)

-Au niveau administratif : les ministères et autorités compétentes concernés (Ministère de la Femme, Ministère de la jeunesse notamment le Centre National de Promotion du Volontariat et le Conseil National de la Jeunesse), autorités locales compétentes (municipalités) seront consultés afin qu'ils communiquent les bénéficiaires vulnérables identifiés à leur niveau d'intervention respectif.

-Sur la base des données recueillies au niveau communautaire et administratif, l'équipe du projet effectuera une synthèse des critères retenus et procédera à l'identification des bénéficiaires sur la base de ces critères. A titre indicatif, les critères de vulnérabilité initiaux tiendront compte des conditions d'habitation, situation de rupture familiale, absence de revenus ou de formation professionnelle, conditions de vie précaire qui caractérisent les jeunes à risque, en situation de marginalisation qui peuvent être une proie facile pour l'enrôlement chez les forces rebelles et les narcotrafiquants, quant aux femmes vulnérables les critères d'identification pourront être les dommages importants subis du fait de la crise, situation familiale précaire faiblesse/absence de revenus, accès faible/inexistant aux services sociaux de base, et enfin le statut de personnes déplacées internes (PDI) ou retournées sans ressources et en situation précaire.

Ce projet qui vise à consolider le processus de réconciliation nationale et de réinsertion socio-économique, est destiné aux femmes et aux jeunes (identifiés comme vulnérables dans leur communauté) ainsi qu'aux personnes déplacées et retournées (jeunes et femmes) des régions de Gao et Tombouctou. Il met au centre de sa démarche l'éducation à la paix et la promotion du dialogue par le renforcement de Centres d'écoute et d'éducation à la paix qui seront logés au sein des structures d'animation et de formation des jeunes et des

femmes déjà existantes. Le second objectif du projet est de contribuer à une meilleure intégration de personnes vulnérables dans les zones ciblées à travers une réponse au déficit d'employabilité des jeunes et des femmes par la promotion d'activités génératrices de revenus, avec un accompagnement au niveau de la cohésion sociale. Le but ainsi visé est de faire des jeunes et des femmes les principaux vecteurs du processus de réconciliation et de consolidation de la paix tout en renforçant leurs capacités en matière de citoyenneté, dialogue intercommunautaire, prévention et gestion des conflits, mais aussi de résilience socio-économique par l'acquisition de nouvelles compétences professionnelles et techniques, l'accès à de nouvelles opportunités économiques. Toutes ces activités auront pour effet favoriser le mieux vivre ensemble, donner aux individus accompagnés une meilleure estime d'eux même, la possibilité de prendre leur vie en main et d'avoir de meilleures perspectives d'avenir.

L'approche de ciblage aux niveaux administratif et communautaire permettra de choisir des OSC dynamiques au niveau local sur la base de critères pertinents préalablement définis par l'équipe du projet. Toutefois le CNPV travaille déjà avec des ONG comme l'Association Auto Promotion Communautaire AAPC BENKAN, le Groupe de Recherche Action pour le Développement (GRAD) ainsi que le Cercle de Réflexion (CRI) 2022 qui sont des partenaires potentiels.

En outre, les critères du ciblage tiennent compte de la présence d'autres projets du PNUD (tableau 1 ci-dessous) dans ces localités pour créer des synergies d'action, développer des complémentarités et économies d'échelle sur les opérations tout en créant un effet de levier pour maximiser les effets et l'impact des interventions au bénéfice des communautés.

b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler :

Tableau 1 – État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler

Jusqu'à présent, les projets mis en œuvre dans les régions de Tombouctou et de Gao traitent pour les uns de renforcement économique des populations et pour les autres de cohésion sociale. Le présent projet vient combler le déficit en financement d'initiatives alliant renforcement économique des populations et promotion de la paix. Le projet est conçu selon les besoins exprimés par les populations à la base lors de rencontres communautaires initiées dans les zones ayant été touchées par la crise¹⁵.

Résultat ou thématique visé	Source de financement (gouvernement/ partenaire de développement)	Projets majeurs	Durée des projets	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler – liés au programme ou au financement
<i>Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends</i>	<i>Japon (TICAD) Suède Pays-Bas PNUD</i>	<i>Projet d'Appui au Renforcement de la Cohésion Sociale et à la Promotion d'un</i>	<i>2 ans</i>	<i>1.222.000 USD</i>	<i>Création opportunités d'emploi et moyens de subsistance</i>

¹⁵ Rapport d'étapes sur le dialogue communal, Association des Municipalités du Mali, 2013

1.1 Réconciliation nationale;		Dialogue National			<i>pour les jeunes et les femmes</i>
1.2 Démocratie;		Projet « Restauration de l'autorité de l'État et Accès à la Justice au nord Mali	4 ans	17.770.000 USD	<i>Mécanismes d'éducation à la paix, de dialogue et de consolidation de la paix</i>
1.3 Gestion résolution des conflits;					
2. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix	Pays-Bas Japon Norvege FEM	Le Programme Conjoint Jeunesse et Résilience (PNUD/UNFP A/FAO/OIT)	4 ans	5.000.000 USD	<i>Mécanismes de dialogue Créations d'opportunités économiques durables Nécessité de cibler les villes du nord du Mali</i>
2.1 Génération d'emplois à court terme;		Le Projet d'Appui à la Restauration du Système Faguibine (PARF)	4 ans	50.000.000 USD	<i>Mécanismes de dialogue et d'éducation à la paix</i>
3.2 Subsistance durable.					

c) Justification du financement par l'IRF :

Les interventions proposées par le projet d'Appui au renforcement de résilience aux conflits des femmes et des jeunes des régions de Tombouctou et Gao s'inscrivent dans les objectifs nationaux identifiés par les autorités dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2013-2018 et dans ceux du Plan stratégique du Ministère de la Réconciliation nationale.

Le projet est aligné sur les axes 3, 4 et 6 du PAG, à savoir : Axe 3 « Mise en œuvre du politique active de réconciliation nationale » (Renforcement de la cohésion nationale entre toutes les composantes de la communauté) ; Axe 4 « Reconstruction de l'école malienne » (amélioration de la formation professionnelle et adaptation aux structures de l'économie et filières porteuses) ; Axe 6 « Mise en œuvre d'une politique active de développement social » (réhabilitation des infrastructures de base, promotion des AGR et appui au groupements de femmes et associations de femmes par des ressources matérielles et financières, promotion de l'emploi des jeunes et de leur insertion socio-professionnelle, renforcement des capacités des agences de l'emploi pour les jeunes). Le projet cadre aussi avec les points 4 et 6 de l'Axe 2 du le Plan stratégique du Ministère de la Réconciliation nationale, « informer et sensibiliser les citoyens sur leurs rôles et leurs responsabilités dans le maintien de la paix et de la sécurité » ; « développer un programme spécial de soutien des femmes, des enfants et des jeunes ».

Le PNUD intervient déjà dans les régions du nord du Mali à travers différents projets. Par son programme « Restauration de l'autorité de l'État et Accès à la Justice au nord Mali », il accompagne le redéploiement progressif des services de l'administration, ainsi que des magistrats et des forces de sécurité dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. De la même manière, le Programme Conjoint Jeunesse et Résilience (PNUD/UNFPA/FAO/OIT) vise le renforcement de la Résilience des jeunes, à travers des interventions en matière de réhabilitation des communautés, notamment les plus affectées par le conflit et créer des opportunités économiques et d'emplois durables dans les régions de Gao, Tombouctou, Mopti-Douentza et deux communes du district de Bamako. Le Projet d'Appui à la Restauration du Système Faguibine (PARF) intervient dans le cercle de Goundam, trois communes du cercle de Diré et dans la commune de Tombouctou, 6e région administrative du Mali. Le PNUD a aussi initié le Projet d'Appui au renforcement de la cohésion sociale et à la promotion d'un dialogue national dont les actions visent l'adhésion des citoyens, en particulier des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, à la paix et à la cohésion sociale, à travers des processus transparents de dialogue inclusif et respectueux de l'égalité de genre.

L'ONUDI dont les activités avaient été suspendues durant la crise de 2012 envisage leur reprise, notamment dans les régions de Gao et Tombouctou. Le projet vise à mobiliser les agents de changement capables d'impacter leurs communautés (jeunes et femmes) dans des projets fédérateurs, générateurs de revenus et contribuant au rétablissement de la stabilité socioéconomique et à une reconstruction durable de la paix en complément d'autres initiatives nationales et internationales œuvrant déjà pour le dialogue social.

L'intervention de l'IRF est nécessaire car ce projet est une réponse immédiate qui vise à appuyer les communautés locales en situation d'urgence en renforçant la cohésion sociale et la résilience socioéconomique des populations, de sorte à maintenir la stabilité et garantir la réhabilitation post-crise. En effet, le projet cible 850 jeunes et 700 femmes issues des populations les plus vulnérables des communautés d'accueil, ainsi que des populations déplacées/retournées afin de renforcer leurs capacités à résister à la tentation d'activités illicites pouvant affecter la paix et la sécurité (jeunes) et à autonomiser les ménages (femmes).

Les ressources de l'IRF seront d'un apport substantiel pour contribuer au financement des actions de promotion de la paix, de consolidation du processus de réconciliation.

II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre proposée

L'objectif visé est de faire des jeunes et des femmes les principaux vecteurs du processus de réconciliation et de consolidation de la paix tout en renforçant leurs capacités en matière de citoyenneté, de résilience aux crises, de lutte contre l'exclusion et la pauvreté. Cet objectif sera atteint en investissant les ressources du Fonds dans la création de Centres d'écoute et d'éducation à la paix au sein des structures de formation et d'animation pour les jeunes qui existent déjà dans les capitales de région de Gao et Tombouctou. La création

d'opportunités économiques aura un effet catalytique sur la cohésion sociale et le processus de paix au sein des groupes cibles si les énergies sont mobilisées autour de projets fédérateurs et permettant aux bénéficiaires de satisfaire leurs besoins de base.

a) **Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement :**

Les résultats attendus du projet s'inscrivent autour des principaux axes suivant :

Résultat 1. Les femmes et les jeunes ciblés ont acquis les capacités nécessaires à la gestion non-violente des conflits, à la conduite de processus de dialogue ouverts et inclusifs et œuvrent à la restauration de la cohésion sociale et de la paix dans leur communauté;

Théorie du changement :

Si les femmes et les jeunes acquièrent les compétences techniques et organisationnelles indispensables à une participation efficace au processus de dialogue et de réconciliation nationale, alors ils contribueront à l'émergence de communautés plus fortes et résilientes, capables d'avoir recours à la gestion non-violente des conflits, de consolider les acquis de la paix et à même de réduire la marginalisation sociale et économique au sein de leurs communautés.

Résultat 2 : Les communautés ciblées deviennent plus résilientes aux conflits et s'intègrent de manière durable dans leurs communes grâce aux nouvelles opportunités économiques pour les jeunes à risque et les femmes vulnérables

Théorie du changement :

Si les femmes et les jeunes qui participent au processus de dialogue et de réconciliation nationale bénéficient aussi d'opportunités d'emplois durables, alors ils pourront efficacement subvenir aux besoins individuels et communautaires, ce qui renforcera leur résilience face aux chocs, réduira la marginalisation sociale et économique, et améliorera la cohésion sociale.

Les activités viseront 850 jeunes et 700 femmes choisis en concertations avec les autorités, les associations locales, les ONGs et le Conseil National de la Jeunesse, instance représentative des associations de jeunes. Les cibles seront déterminées de façon consensuelle, selon des critères prenant en compte de leur vulnérabilité (degré auquel elles ont été affectées négativement par le conflit) mais aussi de l'impact positif que ces cibles auront sur le processus de réconciliation nationale et de cohésion sociale si leurs capacités sont renforcées adéquatement. Les activités seront menées concomitamment de façon à établir clairement pour les populations les liens étroits existants entre les capacités de résilience économiques et la consolidation de la paix et de la cohésion sociale. En apportant des changements visibles dans les communautés en termes d'infrastructures de base réhabilitées, d'autonomisation des individus et des communautés, de canalisation de l'énergie des jeunes à risques pour une baisse de la violence, et en encourageant l'implication des autorités locales dans ce processus, le projet parviendra à encourager le vivre ensemble et à renforcer la confiance des populations en leurs autorités.

Les activités identifiées sont les suivantes :

Résultat 1. Les femmes et les jeunes ciblés ont acquis les capacités nécessaires à la gestion non-violente des conflits, à la conduite de processus de dialogue ouverts et inclusifs et œuvrent à la restauration de la cohésion sociale et de la paix dans leur communauté. Comme indiqué dans la méthodologie de ciblage, ici le projet va s'appuyer notamment sur les bases de données du Centre National de Promotion du Volontariat et du Conseil National de la Jeunesse pour établir une liste initiale d'organisations et associations les plus pertinentes de la zone. Ensuite, une identification au niveau communautaire permettra d'affiner la liste des jeunes et des femmes bénéficiaires selon sur la base des critères de vulnérabilité (précédemment cités) qui seront finalement retenus mais aussi de l'impact positif que ces cibles auront sur le processus de réconciliation nationale et de cohésion sociale si leurs capacités sont renforcées adéquatement.

Les activités pour l'atteinte de ce résultat consisteront en :

- a) Création des centres d'écoute, d'information, de documentation et d'éducation à la paix et à la réconciliation. Les centres d'écoute, en l'absence de bâtiments publics affectés, ou d'accords établis avec les structures étatiques concernées seront installés avec la mise à disposition de containers climatisés et équipés dans les enceintes des directions régionales de la jeunesse et des sports, démembrés du ministère de la Jeunesse. Les centres d'écoute, animés par des volontaires nationaux, permettront d'impulser une vraie dynamique de participation des jeunes et des femmes à des offres de services au-delà des offres de service traditionnels du CNPV et du CNJ.
- b) Formation des jeunes et des femmes dans les domaines de la conduite du dialogue participatif, en médiation communautaire, en prévention et gestion des conflits ;
- c) Formation en techniques de conception et de mise en œuvre de plans de sensibilisation en promotion de la cohésion sociale et éducation à la paix ;
- d) Formation à l'utilisation des nouvelles technologies (réseaux sociaux, sms), à la production de supports documentaires pour la promotion de la paix, la sensibilisation pour la prévention des conflits ;

Les femmes doivent être préparées à jouer un rôle plus important le processus de réconciliation nationale et de promotion de la cohésion sociale. La stratégie pour favoriser leur participation au fonctionnement des centres d'écoute, et leur implication dans la promotion de la cohésion sociale repose notamment sur le plaidoyer et la mise à disposition des informations utiles à la promotion de la femme. Ces actions seront combinées avec les activités de renforcement des capacités des femmes et de développement du leadership féminin ainsi que l'initiation à l'entrepreneuriat et les activités génératrices de revenus.

Résultat 2 : Les communautés ciblées deviennent plus résilientes aux conflits et s'intègrent de manière durable dans leurs communes grâce aux nouvelles opportunités économiques pour les jeunes à risque et les femmes vulnérables

Les activités prévues à cet effet consistent à :

- (a) Identifier et soutenir la mise en œuvre d'activités à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO) fédératrices, qui renforcent d'une part leurs capacités économiques et d'autre part, l'union autour d'un objectif commun (exemple : assainissement, gestion des ordures et réhabilitation des édifices publics, animation de services publics etc.).
- (b) Appuyer les jeunes et les femmes par des activités génératrices de revenus et les accompagner à travers des activités de renforcement de leurs capacités de gestion entrepreneuriale à savoir:
 - (1) Identifier par un mapping les opportunités économiques/chânes de valeurs génératrices de revenus et à fort potentiel d'emplois; Pour optimiser la synergie des projets mis en œuvre dans le cadre du PBF mais aussi renforcer les capacités des autorités nationales, les résultats du mapping seront communiqués à l'équipe de projet OIM/HCR ainsi qu'aux structures étatiques concernées.
 - (2) Identifier les bénéficiaires du projet (jeunes et femmes vulnérables des communautés locales, personnes retournées/déplacées), les initiatives en cours, associations et structures existantes pour une meilleure synergie avec le présent projet (en collaboration avec les autorités locales, chefs des différentes communautés, structures d'accompagnement)
 - (3) Conduire des ateliers participatifs (en s'appuyant sur les réseaux de femmes et de jeunes créés autour des centres d'écoute et d'éducation à la paix) en vue d'identifier les besoins et potentialités des femmes et les jeunes en termes d'emploi, d'activités génératrices de revenu, de formations professionnelles et d'entrepreneuriat
 - (4) Conduire des campagnes de sensibilisation en étroite collaboration avec les ministères concernés et les autorités locales, les centres d'écoute et maison d'éducation à la paix pour sensibiliser les femmes et les jeunes aux objectifs de création d'emploi, d'entrepreneuriat, de formation professionnelle, et des coopératives agricoles de femmes, et aussi appuyer la stratégie gouvernementale pour la reconstruction du nord
 - (5) Appuyer la stratégie nationale d'appui à l'emploi des jeunes et renforcer les capacités des acteurs institutionnels locaux en charge de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle des jeunes (par la formation de formateurs dans les centres de formation professionnelle préalablement sélectionnés quant à leur pertinence et leur capacité d'exécution)
 - (6) Former les jeunes dans les compétences requises par le marché local de l'emploi sur la base des résultats du mapping
 - (7) Organiser et pourvoir une assistance technique pour l'établissement des projets coopératives agricoles de femmes (travaux de réhabilitation des locaux retenus pour abriter les coopératives, équipement)
 - (8) Conduire des programmes de formations pour les femmes pour la mise en œuvre effective des coopératives agricoles dans les filières stratégiques identifiées (gestion de coopératives, production, transformation, gestion de la qualité, marketing, accès au marché)

- (9) Mettre en œuvre des programmes de formations adaptées aux jeunes et aux femmes en termes de compétences entrepreneuriales (formulation de plans d'affaires, formation en gestion d'entreprise, accès au financement, accès au marché, coaching)
- (c) Développer des mécanismes de subventions pour les femmes et les jeunes entrepreneurs en collaboration avec APIM Mali (Association des Professionnels des Institutions de microfinance du Mali)

b) Budget :

Tableau 2 : Budget de l'activité du projet

Résultat 1 : Les femmes et les jeunes des villes de Gao et Tombouctou disposent des capacités nécessaires à la mise en œuvre d'un dialogue ouvert, inclusif et transparent				
Numéro du produit	Nom des produits	Budget des produits par Entité bénéficiaire de l'ONU	Catégorie de dépense de l'ONU (voir tableau suivant pour les catégories)	Commentaires (par exemple sur les types de produit ou la justification du budget)
Produit 1.1	Les centres d'écoute et d'éducation à la paix sont créés et sont opérationnels (PNUD)	100,000	Personnel; Fournitures et matériels; Equipment, véhicules, mobiliers; Services contractuels; Frais de déplacement; Transferts et subvention aux homologues; Frais généraux de fonctionnement	Réhabilitation/ installation, équipement des centres d'écoute et d'éducation à la paix
Produit 1.2	Les organisations de jeunes et des femmes disposent des compétences techniques et opérationnelles nécessaires à la promotion du dialogue, la médiation, la prévention et la gestion des conflits (PNUD)	150,000	Personnel; Fournitures et matériels; Equipment, véhicules, mobiliers; Services contractuels; Frais de déplacement; Transferts et subvention aux homologues; Frais généraux de fonctionnement	Organisation de sessions de formation sur la prévention, la gestion et la résolution des conflits (recrutement des formateurs et frais de séjour, frais de déplacement des participants, frais d'organisation des sessions de formation)
Total Résultat 1		250,000		
Résultat 2 : les femmes et les jeunes disposent des capacités nécessaires à la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus				
Produit 2.1	La résilience des populations jeunes et féminines est renforcée par un meilleur accès à l'employabilité et aux opportunités économiques par la	751,500	Personnel; Fournitures et matériels; Equipment, véhicules, mobiliers; Services contractuels; Frais de déplacement; Transferts et subvention aux homologues; Frais	Recrutements de 70 volontaires de la Paix (262,500) et 100 jeunes/femmes pour les travaux HIMO (144,000); Location d'engins, véhicules, Frais de déplacement,

	mise en œuvre de travaux HIMO (PNUD/ONUFI)		généraux de fonctionnement	Acquisition de matériels et équipement pour les travaux HIMO(345000)
Produit 2.2	Les jeunes acquièrent les compétences requises par le marché local de l'emploi par le biais de formations professionnelles adaptées (ONUFI)	346,000	Personnel; Fournitures et matériels; Equipment, véhicules, mobiliers; Services contractuels; Frais de déplacement; Transferts et subvention aux homologues; Frais généraux de fonctionnement	Mapping des opportunités économiques locales et secteurs porteurs d'emploi dans différentes localités du nord sur 4 mois; organisation d'au moins 3 ateliers participatifs et de campagnes de sensibilisation; formation des formateurs; formation professionnelle des jeunes; équipement pour les formations professionnelles.
Produit 2.3	Les jeunes sont formés à la gestion entrepreneuriale et sont assistés dans la création de leur micro entreprises (ONUFI)	286,500	Personnel; Fournitures et matériels; Services contractuels; Frais de déplacement; Transferts et subvention aux homologues; Frais généraux de fonctionnement	Experts internationaux et internationaux; formations entrepreneuriales et managériales sur une durée de 5 mois; subventions pour la création de micro entreprise de jeunes ; accompagnement des jeunes dans la formulation et le montage de leur projet d'entreprise, coaching
Produit 2.4	Les femmes bénéficient d'opportunités d'emplois durables dans le cadre des coopératives agricoles et les réseaux communautaires sont renforcés (ONUFI)	339,000	Personnel; Fournitures et matériels; Services contractuels; Frais de déplacement; Transferts et subvention aux homologues; Frais généraux de fonctionnement	Experts internationaux et internationaux; formations et modules sur une durée de 5 mois; subventions pour la création ou le développement des coopératives agricoles; équipement;

				travaux de réhabilitations des locaux qui abriteront les coopératives agricoles.
Total Résultat 2		1, 723,000		
SOUS-TOTAL		1, 973,000		
Coûts indirects		138,110		
TOTAL		2, 111,110		

Tableau 3 : Budget du projet par catégories de dépense de l'ONU

BUDGET D'UN PROJET DU FONDS			
Catégorie de dépense	Montant de l'entité bénéficiaire PNUD	Montant de l'entité bénéficiaire ONUDI	TOTAL
1. Personnel (1 Coordonnateur ; 1 Assistant Programme ; 1 assistant Admin et financier)	50,000	75,000	125,000
2. Fournitures, produits de base, matériels	20,000	70,000	90,000
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	80,000	50,000	130,000
4. Services contractuels	250,000	213,000	463,000
5. Frais de déplacement	20,000	35,000	55,000
6. Transferts et subventions aux homologues	561,500	499,500	1,061,000
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	20,000	29,000	49,000
Sous-total	1, 001,500	971,500	1, 973,000
8. Coûts indirects*	70,105	68,005	138,110
TOTAL	1, 071,605	1, 039,505	2, 111,110

* Le taux ne doit pas dépasser 7% du total des catégories de dépense 1 à 7, tel que spécifié dans le Mémoire d'accord du Fonds et doit suivre les règles et procédures de chaque entité bénéficiaire. Il faut noter que les coûts générés par l'entité et directement liés à la mise en œuvre du projet doivent être alloués aux lignes de budget correspondantes conformément aux règles et procédures de l'entité en question.

c) Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et partenaires d'exécution :

Dans le contexte de crise, le PNUD Mali a su réaliser un repositionnement stratégique de son action et soutien au gouvernement qui a permis d'atteindre des résultats clés suivants: (1) la mobilisation de près de \$ US 50 millions et la gestion du fonds d'affectation spéciale de l'élection qui a permis la tenue d'élections démocratiques et équitables présidentielle et des élections législatives; (2) la création d'un fonds économique et la stabilisation nationale

qui a pu lever \$ 44,000,000 pour financer les secteurs prioritaires (éducation, santé, agriculture et réadaptation); (3) le déploiement d'efforts important pour la stabilisation la consolidation de la paix notamment par le soutien au redéploiement de l'administration publique et l'accès à la justice, le renforcement de la résilience en particulier au niveau de la jeunesse, le soutien à la cohésion sociale et la réconciliation en collaboration avec les organisations de la société civile (OSC) à base communautaire pour reconstruire le tissu social fissuré.

Dans le domaine de l'appui à la réconciliation nationale, la promotion de la cohésion sociale et la consolidation de la paix, le PNUD dispose d'un staff dédié à ces programmes avec notamment un conseiller international (P4) en cohésion social et un conseiller technique principal / Gouvernance (P5) en soutien à l'équipe de Gouvernance du Bureau Pays.

La présence déjà importante du PNUD sur le terrain, avec ses projets, son réseau de VNU et son staff dans les bureaux conjoints du SNU, sera renforcée avec le recrutement de deux (02) coordinateurs de niveau international qui vont couvrir les bureaux de terrain Tombouctou, Gao, Mopti et Kidal si les conditions de sécurité le permettent. Les coordinateurs de terrain vont contribuer à assurer une bonne coordination des multiples interventions du PNUD sur le terrain ainsi accroître le contrôle et la surveillance de la qualité des résultats. Ils faciliteront également l'interface avec les autorités locales et les partenaires.

L'ONUDI dispose d'un bureau et d'un chef des opérations établis à Bamako. Avec la mise en œuvre du présent projet, l'ONUDI renforcera ses activités dans le nord du Mali (qui avait été interrompues suite à la crise de 2012) d'une part avec le personnel du projet (chef de projet des activités de l'ONUDI, assistant de projet) qui sera recruté et installé au nord dans le cadre du projet PBF mais également grâce à son réseaux d'experts nationaux et régionaux du développement industriel et inclusif.

En tant qu'agence spécialisée, L'ONUDI mettra à profit son expertise en développement rural et agrobusiness (appui aux coopératives agricoles, entrepreneuriat rural, en promotion de l'emploi des jeunes, appui à la création et au développement d'entreprise, en sécurité humaine et réhabilitation post-crise. Au Mali, l'ONUDI a été très active dans le domaine de l'autonomisation des femmes par la valorisation de produits agro-pastoraux notamment avec le projet " Appui à la promotion de projets agro- pastorales dans les régions du Sud (Ségou et Sikasso) et les régions du Nord (Kidal) " de 2007 à 2012 (le centre de transformation de Kidal a été d'ailleurs détruit lors du conflit). Ce programme a permis aux femmes d'améliorer substantiellement leur niveau de vie grâce à l'entrepreneuriat rural et même d'accéder à des débouchés internationaux pour la vente de leur produits: ainsi les ventes totales des groupes coopératifs assistés doublé entre 2009 et 2011, le revenu total des femmes a augmenté de 22% à l'issu du projet, 1200 femmes (réparties dans 45 groupes) ont pu améliorer leur aptitudes techniques ainsi que leurs compétences de gestion.

L'intervention de l'ONUDI dans le cadre de ce projet s'appuiera sur la méthodologie IDEA (Innovation, Développement et Entrepreneuriat pour tous), une méthodologie modulaire et sur mesure (déjà mise en œuvre avec succès au Sénégal) visant à promouvoir l'auto-emploi des jeunes ainsi qu'à appuyer le développement économique local dans les pays les moins avancés. Cette approche a été conçue pour fournir un appui continu tout au long des différentes étapes de la création et du développement

d'entreprise tout en s'adaptant aux réalités locales et aux spécificités de l'entrepreneuriat des jeunes.

Dans sa mise en œuvre, le projet adoptera une stratégie de partenariat élargi avec une forte implication des autorités étatiques nationales en vue d'assurer l'appropriation nationale, la durabilité des résultats et de contribuer à renforcer la confiance des populations du nord dans leur gouvernement pour une réconciliation nationale effective. Le projet sera mis en œuvre en étroite collaboration avec le Ministère de la Jeunesse qui assure la tutelle du Centre National de Promotion du Volontariat et le Conseil National de la Jeunesse d'une part et d'autre part le Ministère de la Solidarité, de l'action humanitaire et de la reconstruction du Nord, le Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements, ainsi que le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle.

L'implication d'autres ministères clés comme celui de la Réconciliation nationale aidera à l'harmonisation des actions en matière d'éducation à la paix, la promotion du dialogue et la cohésion sociale.

Le Ministère de solidarité, de l'action humanitaire et de la Reconstruction du nord, le Ministère de la Décentralisation et de la ville seront mobilisés et impliqués dans l'identification, la sensibilisation des populations vulnérables (jeunes et femmes) avec le souci de fédérer autant que possible les différentes communautés présentes dans la région, avec l'implication des élus locaux, les associations de jeunes et de femmes, ONG et autres organisations communautaires de base. Le Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements sera impliqué dans l'activité de mapping des chaînes de de valeurs porteuses d'emploi, qui s'efforcera de refléter autant que possible les secteurs prioritaires identifiés par le ministère. Le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle qui a la tutelle des structures d'appui à l'emploi des jeunes (Agence de Promotion de l'Emploi des Jeunes, Direction nationale de l'emploi et de la Formation Professionnelle) Centres de formation professionnelle de la région¹⁶ (à titre indicatif) jouera un rôle clé dans la mobilisation des acteurs institutionnels à renforcer dans le cadre de la formation de formateurs mais aussi en vue de capitaliser sur les réseaux et structures existantes qui pourraient abriter les formations professionnelles qui seront dispensées aux jeunes. Le projet va également s'appuyer sur les réseaux et partenaires du Ministère de la promotion de la Femme, de l'enfant et de la Famille pour atteindre ces cibles notamment les coopératives agricoles de femme présentes dans les régions ciblées et capitaliser sur leurs expériences et les acquis des projets en cours. Enfin, dans le cadre de l'appui financier aux jeunes entrepreneurs et aux coopératives de femmes, l'équipe de projet travaillera en étroite collaboration avec l'organisation non gouvernementale APIM Mali (Association des Professionnels de la Microfinance du Mali). Les ONG membres de cette association et actives dans les régions de Gao et de Tombouctou (qui seront sélectionnées sur la base leur pertinence quant aux activités du projet), joueront le rôle de partenaire financier local et seront en charge de la mise en œuvre du programme de subvention auprès des bénéficiaires.

Tableau 4 : Aperçu général du financement des entités de l'ONU dans le pays

ENTITÉ	Principale source de financement	Budget annuel ordinaire en dollars US	Fonds d'affectation

¹⁶ Des centres de formation ont été identifiés dans les régions de Gao et de Tombouctou

		(gouvernement, donateur, etc.)		spéciale d'urgence (ex : CAP)
Année financière précédente	PNUD	108 247 684 USD	3 479 600 USD	RAS
Année financière en cours	PNUD	88 739 784 USD	5 368 268 USD	RAS
Année financière précédente	ONUDI	Gouvernement Donateur	240 600 USD	RAS
Année financière en cours	ONUDI	Gouvernement Donateur	2,874,073 USD	RAS

III. Gestion et coordination

a) Gestion du projet :

Le projet sera mis en œuvre par la modalité d'exécution directe (DIM). Les structures de l'État à travers le Centre National de Promotion du Volontariat (CNPV), le Conseil National des Jeunes (CNJ), les centres de formation professionnelle et structures d'appui (Direction Nationale de l'emploi et de la formation professionnelle, APEJ) des régions de Gao et de Tombouctou qui sont les principaux bénéficiaires du projet seront au premier plan de la mise en œuvre. La gestion stratégique du projet se fera en concertation avec l'équipe PBF au Mali et sous la supervision du Comité de Pilotage.

Le coordonnateur projet sera un staff national recruté de façon conjointe par le PNUD et l'ONUDI. Il/Elle assurera la gestion au quotidien du projet pour assurer la cohérence entre les activités, élaborera et assurera la consolidation des plans du travail, la préparation des rapports d'avancement trimestriels ainsi que la supervision des autres personnels du projet. Il / elle sera assisté par un (e) Assistant(e) de Programme et un (e) Assistant(e) Administratif (ve) et Financier (e).

Il travaillera aussi en étroite collaboration avec les antennes communales du CNPV.

Les collectivités territoriales et autorités locales ainsi que les organisations de la société civile locale à travers organisations des femmes et des groupements de jeunes seront étroitement associés tout au long du cycle du projet notamment avec la mise en place du Groupe Local de Coordination qui comprendra aussi le Coordonnateur Technique du Projet.

Le Conseiller Technique Principal / Gouvernance représentant le Management du PNUD, en relation avec le chef de projet des activités de l'ONUDI sera responsable de l'assurance contrôle qualité de la mise en œuvre du projet et supervisera le coordonnateurs technique ainsi que le travail des experts et consultants.

b) Gestion des risques :

Tableau 5 – Matrice de gestion des risques

Risques	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
La période des élections régionales et municipales entrave l'action du gouvernement et sa capacité à s'engager dans la réconciliation nationale	Faible	Moyenne	Les activités portant sur des aspects de politiques publiques sont peu nombreuses et non essentielles pour la programmation de long terme. Une large partie de l'appui du PNUD se dirigera directement vers les jeunes et les femmes moins impliquées dans les activités politiques.
La difficulté d'accès au terrain, en particulier pour Gao et Tombouctou entrave la réalisation de toute activité impliquant des enquêtes de terrain ou la participation des populations concernées.	Élevée	Élevée	Le PNUD et l'ONUDI essaieront aussi, autant que possible, de bénéficier de l'appui sécuritaire fourni par la MINUSMA pour permettre à son personnel de visiter le terrain aussi souvent que possible. L'équipe du projet présente sur le terrain entretiendra un dialogue soutenu avec les leaders des communautés locales pour que ceux-ci soient un relais efficace sur le terrain, elle mettra également en place un système d'alerte précoce pour un suivi effectif des informations et pour un réajustement des activités en conséquences.
La multiplicité des acteurs impliqués dans l'appui au Nord rend la mise en œuvre des actions du PNUD et de l'ONUDI compliquées et limitent leur visibilité	Moyenne	Faible	Le PNUD et l'ONUDI devront composer et coordonner avec les initiatives de même types prévues dans ces régions. Pour s'assurer d'un rôle stratégique, le PNUD et l'ONUDI travailleront de concert avec le gouvernement et les bénéficiaires
La capacité opérationnelle du PNUD Mali pour un projet DIM (exécution directe) prévoyant des activités de terrain avec un accès limité et un laps de temps réduit limite la réalisation du plan de travail, d'autant plus que	Élevée	Faible	Le projet devra compter sur l'appui opérationnel du bureau pays et sur l'utilisation des procédures de Fast Track pour accélérer les acquisitions prévues dans le plan de travail.

d'autres projets de plus grande ampleur sont à réaliser en même temps/			
L'ONUDI mobilise de manière restreinte les réseaux existant de femmes et de jeunes en vue de la mise en œuvre des coopératives et des formations professionnelles et entrepreneuriales	Moyenne	Faible	La synergie de l'ONUDI et du PNUD dans le cadre de ce projet limitera fortement cette contrainte. L'ONUDI capitalisera sur les réseaux de femmes et de jeunes créés (par le PNUD) dans les centres d'écoutes et de maison d'éducation à la paix
Les personnes recrutées dans le cadre des travaux HIMO peuvent se retrouver à nouveau au chômage à la fin du projet	Haute	Moyenne	La synergie de l'ONUDI et du PNUD fournira une approche intégrée à cette éventualité. Les formations professionnelles fournies par l'ONUDI peuvent accroître leur employabilité et si ces personnes souhaitent peuvent intégrer la formation entrepreneuriale pour s'installer à leur compte et monter leur propre micro-entreprise
Tensions intra-communautaires durant le projet notamment autour de l'accès aux ressources naturelles et à la terre (dans le cadre des coopératives agricoles)	Moyenne	Moyenne	Les campagnes de sensibilisations, et les ateliers participatifs, l'implication des leaders et réseaux communautaires mettront l'accent sur les bénéfices partagés d'une réinsertion réussie des personnes retournées/déplacées notamment une moins forte pression sur ressources existantes grâce à aux emplois productifs créés, une pression financière et sociale moins forte sur les familles d'accueil face à leurs proches déplacés/retournés.

c) Suivi et évaluation :

En conformité avec les politiques et procédures de programmation du PNUD, le suivi évaluation du projet sera assuré selon le cadre qui suit:

Un système suivi-évaluation rigoureux basé sur le cadre de résultats et d'indicateurs présentés en Annexe 1 et sur le journal des risques, permettra non seulement l'examen périodique des risques et des résultats obtenus, mais aussi d'identifier l'évolution du contexte et des circonstances ayant une incidence sur le projet.

Le suivi du Cadre de résultats est sous la responsabilité conjointe du PNUD et de l'ONUDI. Il sera donc réalisé directement par le personnel sur le terrain, l'Unité de gestion au sein du Bureau pays et en collaboration avec les experts du Cellule d'Appui, l'équipe PBF de MINUSMA et PBSO.

Certaines activités pourront être exécutées par des parties tierces contractualisées à cet effet (en particulier pour les études préparatoires, les enquêtes de terrain, la planification locale, les évaluations de capacités, les formations et les activités HIMO), qui fourniront les données de suivi correspondantes aux activités réalisées. Le contrôle de qualité restera sous la responsabilité du PNUD.

Un rapport trimestriel préparé par le coordinateur conjoint de projet permettra d'apprécier l'état d'avancement du projet et les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats.

Un registre des difficultés rencontrées (Issue Log) sera activé dans Atlas et mis à jour par le gestionnaire de projet pour faciliter le suivi et la résolution des problèmes ou des demandes de changement potentiels.

Un rapport semestriel et un annuel d'avancement du projet est seront présentés au Comité de Pilotage par le conseiller Technique Principal et le Coordonnateur Technique du projet et soumis au PBSO à New York par le PNUD, de la part du PNUD et de l'ONUDI. Le PNUD et ONUDI participeront à des revues conjointes techniques organisées par la Cellule d'Appui et des revues stratégiques du Comité de Pilotage.

Avant la fin des 18 mois de durée du projet, une évaluation sera réalisée pour alimenter la prise de décision sur la suite à donner après cette phase – elle sera organisée par le PBSO, et inclura aussi les deux autres projets PBF au nord du Mali.

d) Dispositions administratives (paragraphe normalisé – ne pas supprimer)

Le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires (MPTF) du PNUD fait office d'Agent administratif (AA) du Fonds pour la consolidation de la paix, et est chargé, à ce titre, de recevoir les contributions des donateurs, d'assurer les transferts de fonds des entités des Nations Unies bénéficiaires, ainsi que de la consolidation des rapports narratifs et financiers et de la présentation de l'ensemble aux donateurs liés au PBSO et au Fonds. En tant qu'Agent administratif, le MPTF transfère les fonds aux entités des Nations Unies bénéficiaires sur la base du Mémoire d'accord signé par chaque entité et par le MPTF.

Fonctions de l'Agent administratif

Au nom des organisations participantes, et conformément au « Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds » (2008)¹⁷ (Protocole relatif à l'Agent administratif des Fonds d'affectation spéciale pluri donateurs et des Programmes conjoints, et du Fonds du programme des Nations Unies « Unis dans l'action ») – protocole approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) – le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires doit, en tant qu'Agent administratif du Fonds :

¹⁷ Disponible à l'adresse suivante : <http://www.undg.org/docs/9885/Protocol-on-the-role-of-the-AA,-10.30.2008.doc>

- Déboursier des fonds à l'intention de chaque entité des Nations Unies bénéficiaire, conformément aux instructions du PBSO. En principe, l'Agent administratif procède à chaque versement dans un délai de 3 à 5 jours ouvrables après avoir reçu les instructions du PBSO, ainsi que le Formulaire de demande pertinent et le Descriptif de projet signé par tous les participants concernés;
- Consolider les rapports narratifs et les états financiers (annuels et finals), sur la base des demandes soumises à l'Agent administratif par les entités des Nations Unies bénéficiaires, et fournir aux donateurs et au PBSO les rapports d'activité consolidés;
- Procéder, dans le cadre du système du MPTF, à la clôture opérationnelle et financière du projet, une fois celui-ci déclaré officiellement achevé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire concernée (en joignant également le rapport narratif final, l'état financier final certifié et le document spécifiant le remboursement du solde);

Déboursier des fonds à l'intention de toute entité des Nations Unies bénéficiaire, afin de couvrir tout coût supplémentaire décidé par le PBSO, conformément au statut et aux règles du Fonds.

Responsabilité, transparence et rapports des entités des Nations Unies bénéficiaires

Les entités des Nations Unies bénéficiaires doivent assumer intégralement la responsabilité programmatique et financière des fonds qui leur sont versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront gérés par chaque entité conformément à son propre statut, ses propres règles, directives et procédures.

Chacune de ces entités tiendra un « grand livre » faisant état de la réception et de la gestion des fonds qui lui auront été versés par l'Agent administratif sur le budget du Fonds. Ce grand livre, autonome pour chaque entité, sera géré par l'entité en question conformément à ses règles, directives et procédures (y compris les règles régissant les intérêts). Chaque « grand livre » autonome sera soumis exclusivement aux procédures d'audit internes et externes établies dans le cadre du statut, des règles, des directives et procédures applicables à l'entité des Nations Unies concernée.

Chaque entité des Nations Unies bénéficiaire fournira à l'Agent administratif et au PBSO (uniquement en ce qui concerne les rapports narratifs, dans ce dernier cas) les éléments suivants :

- Des rapports d'activité semestriels, à soumettre au plus tard le 15 juillet;
- Des rapports d'activité narratifs annuels, à soumettre dans un délai de 3 mois après la fin de l'année civile (31 mars);
- Des états financiers annuels en date du 31 décembre et concernant les fonds versés à l'entité en question par le Fonds, à soumettre dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile (30 avril);
- Des rapports narratifs finals, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 4 mois (30 avril), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question. Le rapport final contiendra un résumé des réalisations et résultats en regard des buts et objectifs du Fonds;

- Des états financiers finals et certifiés, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 6 mois (30 juin), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question;
- Le solde non utilisé à la clôture du projet devra être reversé, et une notification sera envoyée à ce sujet au Bureau du MPTF, dans un délai de 6 mois (30 juin) au cours de l'année suivant l'achèvement des activités.

Propriété du matériel, des fournitures et autres biens

La propriété du matériel, des fournitures et autres biens financés sur le budget du Fonds sera assumée par l'entité des Nations Unies bénéficiaire et responsable des activités. Les questions de transfert de propriété demandé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire seront déterminées conformément aux politiques et procédures de l'entité en question.

Information du public

Le PBSO et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du Fonds sur le site Internet de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site de l'Agent administratif (<http://mpf.undp.org>).

Résumé de projet (à fournir au Bureau du MPTF sous format Word)



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
RÉSUMÉ DE PROJET

Numéro et intitulé du projet :	Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou	
Entité(s) de l'ONU bénéficiaire(s) :	PNUD ONUDI	
Partenaire(s) d'exécution :	Ministère de la Jeunesse; Ministère de la Réconciliation Nationale; Centre National de Promotion du Volontariat, Conseil National de la Jeunesse Ministère de la Solidarité, de l'action humanitaire et de la reconstruction du Nord, Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements, Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, Ministère de la promotion de la Femme, de l'enfant et de la Famille, Ministère de la décentralisation et de la ville	
Site :	Gao et Tombouctou	
Budget approuvé du projet :	2, 111,110 USD	
Durée du projet :	Date de démarrage prévue : Janvier 2015	Date d'achèvement prévue : Juin 2016
Domaine de priorité du Fonds :	Réconciliation nationale :	
Résultats du projet :	<p>Résultat 1. Les femmes et les jeunes ciblés ont acquis les capacités nécessaires à la gestion non-violente des conflits, à la conduite de processus de dialogue ouverts et inclusifs et œuvrent à la restauration de la cohésion sociale et de la paix dans leur communauté;</p> <p>Résultat 2 : Les communautés ciblées deviennent plus résilientes aux conflits et s'intègrent de manière durable dans leurs communes grâce aux nouvelles opportunités économiques pour les jeunes à risque et les femmes vulnérables</p>	
Activités principales du projet :	<p>Promouvoir le dialogue, la coexistence, la prévention la résolution pacifique des conflits et la réconciliation nationale par la création/appui aux centres d'écoute la mise en œuvre de maisons d'éducation à la paix,</p> <p>Amélioration de l'employabilité des jeunes et des femmes ; par la formation professionnelle répondant aux besoins du marché local de l'emploi, Promotion d'activités génératrices de revenus (entrepreneuriat, accès au financement), génération d'emplois à court terme pour les jeunes (travaux HIMO fédérateurs) et les femmes et accroissement des opportunités d'emploi à long terme. (formations, appui technique et financier)</p>	

Annexe B – Cadre de résultats du projet IRF

Nom du pays : Mali		Dates du projet : Janvier 2015 - Juin 2016		Année 1		Année 2		Etapas	
Théories de changement pour l'IRF : 1) Si les femmes et les jeunes acquièrent les capacités et compétences organisationnelles nécessaires à une participation effective, à un dialogue inclusif, ouvert et transparent et réconciliation nationale, alors ils contribueront à l'émergence de communautés plus fortes et résilientes pour réduire la marginalisation sociale		2) Si les femmes et les jeunes, qui participent au processus de dialogue et de réconciliation nationale bénéficient aussi d'opportunités d'emplois durables, alors ils pourront efficacement subvenir aux besoins individuels et communautaires, ce qui renforcera leur résilience face aux chocs, réduira la marginalisation sociale et économique, et améliorera la cohésion sociale.		Mode de vérification		Année 1		Année 2	
Résultats		Indicateurs		Mode de vérification		Année 1		Année 2	
Description du résultat 1 : Les femmes et les jeunes des villes de Gao et Tombouctou disposent des capacités nécessaires à la mise en œuvre d'un dialogue ouvert, inclusif et transparent	Produit Les femmes et les jeunes disposent d'espaces d'échange, de débats et de formation, et participent à l'animation de ces espaces	Indicateur de résultat 1.a Pourcentage des femmes et des jeunes cibles dans ce projet qui ont résolu un conflit à travers un dialogue ouvert en utilisant les mécanismes mis en place Niveau de référence : Cible : A déterminer		Enquête sondage Document final d'évaluation du projet					
		Indicateur de résultat 1.b Pourcentage d'individus dans les communautés cibles qui croient que leurs communautés sont mieux outillées à gérer le conflit Niveau de référence : Cible : A déterminer		Enquête sondage des représentants des communautés					
		Indicateur de résultat 1.1 Nombre de centres d'écoutes créés, équipés et ouverts aux bénéficiaires Niveau de référence : 0 Cible : 2		Rapport trimestriel du projet Document final d'évaluation du projet					
		Indicateur de résultat 1.1.2 Nombre de réunions et de rencontres de femmes et de jeunes ayant eu lieu au Centre Niveau de référence : 0 Cible : 30		Rapport trimestriel du projet Rapports des visites sur terrain, observations Document final d'évaluation du projet					

	<p>Indicateur de résultat 1.1.3</p> <p>Nombre de personnes ayant visité le Centre d'écoute, de documentation et d'éducation à la paix</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 1500</p>	<p>Rapport trimestriel du projet</p> <p>Document final d'évaluation du projet</p>	
<p>Produit 1.2</p> <p>Les organisations de jeunes et des femmes disposent des compétences techniques et opérationnelles nécessaires à la promotion du dialogue, la médiation, la prévention et la gestion des conflits</p>	<p>Indicateur de résultat 1.2.1</p> <p>Nombre de femmes et de jeunes volontaires de la Paix formés à la médiation, prévention et gestion des conflits</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 600</p>	<p>Rapport du CNPV</p> <p>Rapport trimestriel du projet</p> <p>Document final d'évaluation du projet</p>	
	<p>Indicateur de résultat 1.2.2</p> <p>Nombre de sessions de formation en médiation, gestion et prévention des conflits</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 15</p>	<p>Rapport trimestriel du projet</p> <p>Document final d'évaluation du projet</p>	
	<p>Indicateur de résultat 1.2.3</p> <p>Nombre d'action de sensibilisation organisée par les bénéficiaires du projet</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 18</p>	<p>Rapport trimestriel du projet</p> <p>Document final d'évaluation du projet</p>	
	<p>Indicateur de résultat 2 a</p> <p>Proportion des femmes et jeunes qui trouvent que l'accès a des</p>	<p>Enquête sondage</p>	
<p>Description du résultat 2 :</p> <p>Les communautés ciblées deviennent plus résilientes aux</p>			

<p>Produit 2.3 : Le gouvernement est appuyé dans sa stratégie de reconstruction du nord et d'appui à l'emploi des jeunes</p>	<p>Indicateur de résultat 2.3.1 : # de formateurs (des structures d'appui) formés Niveau de référence : 0 Cible : 20</p>	<p>700 (femmes)</p>	<p>Rapport trimestriel du projet Document final d'évaluation du projet Rapport trimestriel du projet</p>		
<p>Produit 2.4 : les jeunes acquièrent les compétences demandées par le marché local de l'emploi</p>	<p>Indicateur de résultat 2.4.1 : # de chaînes de valeurs identifiées Niveau de référence : 0 Cible : 3</p>		<p>Document final d'évaluation du projet Rapport trimestriel du projet</p>		
<p>Produit 2.5 : les jeunes sont assistés dans création de leur micro entreprises</p>	<p>Indicateur de résultat 2.4.2 : Nombre de jeunes formés dans les secteurs d'activités porteurs identifiés Niveau de référence : 0 Cible : 400</p>		<p>Document final d'évaluation du projet</p>		
<p>Produit 2.6 : les femmes bénéficient d'opportunités d'emplois durables</p>	<p>Indicateur de résultat 2.5.1 : Nombre de jeunes formés à l'entrepreneuriat Niveau de référence : 0 Cible : 300</p>		<p>Rapport trimestriel du projet Document final d'évaluation du projet</p>		
	<p>Indicateur de résultat 2.5.2 : Nombre de plan d'affaires validés Niveau de référence : 0 Cible : 80</p>		<p>Rapport trimestriel du projet Document final d'évaluation du projet</p>		
	<p>Indicateur de résultat 2.6.1 : # de femmes formées aux techniques de gestion de coopératives dans au moins 4 modules Niveau de référence : 0 Cible : 700</p>		<p># de d'entrepreneurs ayant accès aux subventions pour créer leur entreprise Niveau de référence : 0 Cible : 80</p>		
	<p>Indicateur de résultat 2.6.2</p>		<p>Rapport trimestriel du projet Document final d'évaluation du projet</p>		

